La France, un “modèle” d'ouverture aux langues

Entretien avec Xavier North, Délégué général à la langue française et aux
langues de France

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2847>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2847

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2014

Pagination : 138-140

ISBN : 978-2-919040-27-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « La France, un “modèle” d'ouverture aux langues », *Hommes & migrations* [En ligne],
1306 | 2014, mis en ligne le 01 août 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2847> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2847>

REPÉRAGE

LA FRANCE, UN "MODÈLE" D'OUVERTURE AUX LANGUES

XAVIER NORTH, *délégué général à la langue française et aux langues de France.*
ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE POINSOT.

Hommes & Migrations : Quelle sont les orientations de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) ?

Xavier North : La Délégation générale à la langue française et aux langues de France est chargée d'animer et de coordonner la politique linguistique de l'État. Depuis bientôt dix ans, elle a été amenée à tirer les conséquences de la mondialisation (avec ses flux migratoires, le développement exponentiel des échanges, etc.) sur la mise en œuvre d'une politique qui, tout en veillant à garantir la primauté du français sur le territoire national, participe à l'effort de cohésion sociale et contribue à la promotion de la diversité culturelle en Europe et dans le monde. Une politique de la langue ne peut être aujourd'hui qu'une politique *des* langues, et plus précisément des rapports entre les langues, qui se hiérarchisent non pas sur une échelle de valeurs (elles sont toutes égales en dignité, bien sûr), mais en fonction de leur statut et de leur emploi. Cette politique repose sur l'idée simple selon laquelle une langue n'est jamais seulement un outil de communication, mais exprime un rapport collectif avec le monde : les langues ne sont pas interchangeables. C'est dans ce cadre général que nous rencontrons les langues de l'immigration et la question de l'intégration linguistique des migrants.

H&M : Quelle est l'actualité des langues de l'immigration pour la DGLFLF ?

X. N. : À l'occasion de la Journée européenne des langues – qui n'est pas, il faut le rappeler, une

journée des langues européennes, mais une journée des langues parlées en Europe –, il nous a paru nécessaire l'an dernier de faire un point sur une réalité trop souvent méconnue, ou abordée trop souvent sous l'angle d'une pratique à dépasser : les langues des migrants, présentes dans la plupart des sociétés européennes. Avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), nous avons donc organisé, en septembre 2013, une journée d'étude, qui s'intitulait "Migrer d'une langue à l'autre ?", afin d'explorer les enjeux propres aux langues de l'immigration, d'affirmer une vision positive des langues de l'immigration et de réfléchir aux moyens de les valoriser. Nous nous sommes intéressés à ce que les enquêtes publiques nous apprennent sur ces langues, à leur statut à l'école, à leur présence dans différents secteurs de la vie sociale, à leur valeur économique et culturelle.

Nous tenterons d'approfondir la réflexion le 26 novembre prochain en organisant, toujours à la CNHI, une nouvelle journée à laquelle s'associera la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France. Comme en 2013, la journée sera ouverte aux acteurs de terrain à la recherche d'outils conceptuels pour penser les langues de l'immigration. Ce nouveau rendez-vous permettra de faire le point sur l'actualité de la transmission de ces langues dans un cadre éducatif et les enseignements à tirer de l'enquête Information et vie quotidienne réalisée par l'Insee en 2011. Des ateliers sont prévus sur l'utilisation des langues de la mondialisation sur le marché du tra-

vail et le rôle des associations de migrants dans l'apprentissage du français et la pratique des langues d'origine. La présence de ces langues dans les médias communautaires et les médias nationaux sera abordée dans un autre atelier, de même que la question des outils pour mesurer leur présence.

H&M : Comment percevez-vous la situation du plurilinguisme en France ?

X. N. : Le territoire français est traversé par de nombreux "flux de langues", dont font évidemment partie les langues portées par les populations étrangères. Or ces langues doivent être envisagées sous l'angle de notre pluralité linguistique interne, qui constitue en soi un sujet complexe en raison de la tradition monolingue de la France. Mais cette réalité dissimule un fait insuffisamment pris en compte : un grand nombre de nos compatriotes parlent ou ont parlé au moins une autre langue. Il faut rappeler que la loi dite Toubon ne s'oppose pas à l'usage d'autres langues : elle se borne à exiger, si une autre langue est employée pour l'information du citoyen, que le français soit également présent. Le recensement de la population française de 1999 établit que 26 % de nos concitoyens ont reçu de leurs parents une autre langue que le français au cours de leur enfance. Il met en évidence que les langues des migrants sont davantage transmises que les langues régionales et le sont d'autant plus que la migration est récente. L'enquête Information et vie quotidienne indique, par ailleurs, que 25 % des personnes élevées dans une langue étrangère parlent encore cette langue aujourd'hui.

S'agissant des étrangers qui ont choisi de s'installer durablement sur notre territoire, l'apprentissage du français est effectivement prioritaire : c'est le premier de leurs devoirs. Pour autant, apprendre une nouvelle langue ne signifie pas nécessairement désapprendre sa langue première. Il n'y a donc pas lieu d'opposer les deux langues mais plutôt d'envisager leur rapport en termes de cohabitation et non de conflit.

H&M : Les langues de l'immigration sont-elles considérées comme les autres langues de France dans les médias et dans l'espace public ?

X. N. : Par définition, ce sont des langues non territoriales. Ce n'est donc pas du tout la même problématique que celle des langues régionales. On peut comprendre que les collectivités locales ne leur portent pas le même intérêt. Plus généralement, on peut comprendre aussi que la force d'attraction de la langue majoritaire laisse peu de place aux langues d'origine des migrants, d'autant qu'il y a lieu d'encourager l'apprentissage du français afin de faciliter leur insertion : c'est une priorité des pouvoirs publics. Il ne s'agit pas de nier la réalité de l'acculturation linguistique. Mais, je le répète, parler à ses enfants une autre langue que le français ne signifie pas qu'ils seront entravés dans leur maîtrise du français. Il semblerait même que le contraire se produise, à la condition que la langue de la famille ne soit pas dévalorisée. C'est pourquoi le système éducatif s'efforce aujourd'hui de reconnaître ce qu'il appelle "le répertoire linguistique" des élèves et de ménager une place, même symbolique, aux langues de la maison. La loi pour la refondation de l'école énonce que l'on peut utiliser la langue des familles pour apprendre une langue étrangère, ce qui représente une avancée considérable.

H&M : Les Français sont-ils ouverts au bilinguisme ?

X. N. : Alors même qu'elle a le patrimoine linguistique le plus riche d'Europe, la France, où le français a joué un rôle déterminant dans la construction politique de la nation, est un pays de tradition monolingue. Peut-être d'ailleurs est-il aussi monolingue, parce qu'il est aussi linguistiquement divers. Ce paradoxe apparent se retrouve dans les pratiques linguistiques de nos concitoyens. Il y a en France, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, un décalage souvent très profond entre les représentations et la réalité. D'un côté, la tendance générale est au monolinguisme. Mais, de l'autre, comment ne pas observer que le

REPÉRAGE

bilinguisme familial est bien plus répandu qu'on n'a coutume de l'affirmer ? Les statistiques le prouvent : très nombreux sont les Français à avoir été élevés dans une autre langue que le français et, de la même manière, un grand nombre d'entre eux transmettent une autre langue à leurs enfants, à côté du français. L'enquête Trajectoires et origines conduite par l'Insee et l'Ined établit ainsi qu'en 2008 environ la moitié des enfants d'immigrés recevaient de leurs parents, au cours de leur enfance, une autre langue en plus du français, environ la moitié ne recevant que le français, 10 % de ces enfants parlant avec leurs parents exclusivement l'autre langue. "Langue commune" ne signifie donc pas langue unique. Reconnaître la présence de la langue d'origine à côté du français, langue commune, c'est ce que nous faisons en plaidant pour une coexistence assumée des deux langues au sein de la famille, l'institution scolaire permettant pour sa part ce que nous appelons une "ouverture aux langues".

H&M : Comment envisagez-vous les articulations entre le plurilinguisme, la diversité culturelle et le modèle d'intégration ?

X. N. : Les langues de l'immigration se voient pour ainsi dire frappées d'ostracisme dès lors que l'on considère l'intégration comme un processus d'assimilation à la communauté nationale. Dans cette conception, l'étranger désireux de s'intégrer devrait choisir la langue française aux dépens de sa langue première. Ce modèle s'oppose à un autre modèle, disons "communautariste", selon lequel la langue d'origine pourrait ou devrait rester langue première, que l'on apprenne ou non une langue seconde, au nom de ce que les militants de l'égalité des droits et des chances ont appelé l'"assignation identitaire" (ce à quoi ils s'opposent). Mais il y en a un troisième, qui renvoie les deux autres dos à dos, et qu'il nous faut aujourd'hui réaffirmer en ménageant une place pour toutes les langues, quitte à les distribuer, je l'ai dit, selon

leur statut et selon leur emploi. D'ailleurs, la mondialisation des échanges nous y oblige.

H&M : Quelle est la position de la France en Europe à ce propos ? Conserve-t-elle un modèle culturel et politique particulier ?

X. N. : La France occupe une place singulière en Europe, en raison du lien très fort qu'elle établit entre la langue et la nation. La forme républicaine qu'a prise l'État en France – indivisibilité de la République, unicité du peuple français, égalité des citoyens devant la loi – empêche de reconnaître des droits à d'autres langues que le français. Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, c'est un fait. Sur ce point, nous ne sommes pas du tout dans la même situation que nos voisins et partenaires européens. Cela étant, si rien dans notre pays ne saurait imposer l'emploi d'une autre langue que le français, rien non plus ne s'y oppose, mais *aux côtés du français*. Ce n'est pas parce que des pratiques linguistiques ne sont pas explicitement autorisées qu'elles sont prohibées. Notre cadre constitutionnel ne proscriit aucunement l'emploi d'autres langues que le français, par accord des personnes concernées, dès lors que les messages échangés sont clairement intelligibles par les parties prenantes et que l'usage d'une langue autre que le français est de nature à faciliter la communication. La liberté d'expression, inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme, est un principe qui l'emporte sur tous les autres... Ce qu'on ne peut pas faire, en revanche, et qui interdit le communautarisme linguistique, c'est exiger de s'exprimer dans une langue autre que le français et de se voir ou de s'entendre répondre dans cette langue. Nous n'avons de leçons à donner à personne, mais le modèle français est beaucoup plus souple qu'on ne le croit. Il offre pour le plurilinguisme d'importantes marges de progression et de liberté, et il est parfaitement compatible avec la mondialisation. Mais c'est un modèle, encore faut-il le mettre en œuvre... ■